Mais considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction, en particulier des documents comptables produits à l'appui des demandes de M. SEVILLA, qui font notamment apparaître une faible marge brute d'autofinancement, et de l'avis de la commission locale d'insertion du 13 décembre 2002, ainsi que des énonciations mêmes de la décision du préfet de l'Ardèche du 16 décembre 2002, selon laquelle l'activité de la SA STRIES était alors « sérieusement compromise », que cette société n'était pas en mesure de verser une rémunération à l'intéressé sans compromettre sa pérennité et, par voie de conséquence, le projet d'insertion de M. SEVILLA ;

Considérant, d'autre part, que si les décisions du 16 décembre 2002 et du 11 mars 2003 sont également fondées sur la situation financière difficile de la SA STRIES, il ne résulte pas de l'instruction que cette entreprise, qui commercialise depuis 1992 des produits et services issus du « polissage multidirectionnel », notamment dans le domaine de la décoration, et dont le résultat net est resté positif du 30 juin 1998 au 30 juin 2002, n'était plus viable au 1er novembre 2002 et au 1er février 2003 ; qu'il est constant que l'autorité administrative n'a pas proposé à l'intéressé de modifier le projet d'insertion qui figurait dans les contrats d'insertion qu'elle a antérieurement conclus avec lui ; que, dans ces conditions, et eu égard aux qualifications particulières dont fait état M. SEVILLA dans ce secteur d'activité, l'absence de contrat d'insertion ne peut être regardée comme imputable à ce dernier ; que, par suite, le préfet ne pouvait légalement fonder ses décisions sur les dispositions des articles L. 262-19 et L. 262-21 du code de l'action sociale et des familles pour suspendre le versement de l'allocation ;

Considérant, enfin, que M. SEVILLA a perçu, du 1er août au 31 octobre 2003, des revenus issus d'une activité salariée d'un montant supérieur à celui du revenu minimum d'insertion pour une personne ; qu'il a bénéficié, à compter du 23 octobre 2003, de l'allocation d'aide au retour à l'emploi, dont le montant excède celui du revenu minimum d'insertion ; que, dans ces conditions, M. SEVILLA ne pouvait plus prétendre au bénéfice de cette dernière allocation à compter du 1er novembre 2003 ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède et sans qu'il soit besoin d'ordonner un complément d'instruction que M. SEVILLA est fondé à soutenir que c'est à tort que, par les décisions attaquées, la commission départementale d'aide sociale de l'Ardèche a rejeté ses demandes ; qu'il y a lieu d'annuler ces décisions ainsi que celles du préfet de l'Ardèche en date du 16 décembre 2002 et du 11 mars 2003 et de renvoyer M. SEVILLA devant le président du conseil général de l'Ardèche, désormais compétent en vertu des dispositions de l'article 52 de la loi du 18 décembre 2003, pour le calcul de ses droits du 1er novembre 2002 au 31 octobre 2003, conformément aux motifs de la présente décision ;

DECIDE :

Article 1^{er} : La décision de la commission centrale d'aide sociale du 15 mars 2006, les décisions du 30 janvier et du 26 juin 2003 de la commission départementale d'aide sociale de l'Ardèche et les décisions du 16 décembre 2002 et 11 mars 2003 du préfet de l'Ardèche sont annulées.

Article 2 : M. SEVILLA est renvoyé devant le président du conseil général de l'Ardèche pour le calcul de ses droits à l'allocation de revenu minimum d'insertion du 1er novembre 2002 au 31 octobre 2003, conformément aux motifs de la présente décision.